

# Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Sorel-Tracy

Code géographique : 53052

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Vicky Bussière, atteste la véracité du rapport financier consolidé  
de Sorel-Tracy pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.  
(Nom de l'organisme)

Signature

Date

2020-08-10

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
<b>Renseignements complémentaires consolidés</b>	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
<b>Renseignements financiers consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Aux membres du conseil municipal de  
Ville de Sorel-Tracy

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Sorel-Tracy (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2019 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

**Observation - informations financières établies à des fins fiscales**

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT****Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la régie à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.

CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850

Granby, le 10 août 2020

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		2019	2019	2018
Redressé note 22				
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	47 030 315	47 609 437	46 456 293
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 944 965	4 960 995	4 825 637
Quotes-parts	3	976	979	(3 785)
Transferts	4	782 320	3 081 281	11 089 431
Services rendus	5	5 307 835	5 580 715	5 527 266
Imposition de droits	6	985 760	1 901 096	1 926 407
Amendes et pénalités	7	970 200	1 236 187	1 051 892
Revenus de placements de portefeuille	8	98 650	286 155	109 282
Autres revenus d'intérêts	9	130 386	153 598	156 908
Autres revenus	10	411 372	1 400 199	2 216 655
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	60 662 779	66 210 642	73 355 986
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	7 736 770	6 995 284	7 394 382
Sécurité publique	15	11 444 880	12 142 203	10 992 567
Transport	16	11 186 620	12 317 749	11 064 857
Hygiène du milieu	17	10 939 421	10 644 871	10 496 661
Santé et bien-être	18	443 400	(233 288)	113 632
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 083 860	2 013 242	2 610 919
Loisirs et culture	20	15 452 690	15 686 051	15 204 504
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 609 260	1 545 364	1 499 670
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	60 896 901	61 111 476	59 377 192
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	(234 122)	5 099 166	13 978 794
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		114 440 250	104 148 951
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		6 500 725	2 813 230
Solde redressé	28		120 940 975	106 962 181
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29		126 040 141	120 940 975

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.**

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		<b>2019</b>	<b>2018</b> Redressé note 22
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	9 246 945	10 847 100
Débiteurs (note 5)	2	15 044 521	17 218 826
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	1 888 204	1 359 827
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		239 777
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	<u>26 179 670</u>	<u>29 665 530</u>
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	7 297 752	8 958 416
Revenus reportés (note 12)	12	560 203	349 140
Dette à long terme (note 13)	13	58 803 372	61 818 774
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	649 472	
	15	<u>67 310 799</u>	<u>71 126 330</u>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	<u>(41 131 129)</u>	<u>(41 460 800)</u>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	17	161 472 286	156 347 923
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	4 914 480	4 914 480
Stocks de fournitures	19	450 821	437 566
Autres actifs non financiers (note 17)	20	333 683	701 806
	21	<u>167 171 270</u>	<u>162 401 775</u>
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	22	<u>126 040 141</u>	<u>120 940 975</u>

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2019</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
				Redressé note 22
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(234 122)	5 099 166	13 978 794
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	14 286 000 ) (	12 825 251 ) (	13 313 205 )
Produit de cession	3	20 000	47 549	43 658
Amortissement	4	7 427 445	7 669 755	7 345 711
(Gain) perte sur cession	5		(16 416)	(41 057)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(6 838 555)	(5 124 363)	(5 964 893)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			635 574
Variation des stocks de fournitures	9		(13 255)	(4 462)
Variation des autres actifs non financiers	10		368 123	(4 147)
	11		354 868	626 965
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(7 072 677)	329 671	8 640 866
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(47 961 525)	(52 914 896)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		6 500 725	2 813 230
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(41 460 800)	(50 101 666)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19		(41 131 129)	(41 460 800)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
			Redressé note 22
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 099 166	13 978 794
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	7 669 755	7 345 711
Autres			
- (Gain) perte sur cession	3	(16 416)	(41 057)
- Réduction valeur - placement	4	57 998	74 009
	5	12 810 503	21 357 457
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 174 305	(3 863 939)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(1 660 664)	(747 000)
Revenus reportés	9	211 063	(45 574)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	889 249	324 660
Propriétés destinées à la revente	11		635 574
Stocks de fournitures	12	(13 255)	(4 462)
Autres actifs non financiers	13	368 123	(4 147)
	14	14 779 324	17 652 569
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 12 825 251 )	( 13 313 205 )
Produit de cession	16	47 549	43 658
	17	(12 777 702)	(13 269 547)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( 119 247 )	( 120 479 )
Remboursement ou cession	19		58 314
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( 981 855 )	( 189 433 )
Cession	21	514 727	
	22	(586 375)	(251 598)
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	23	6 437 000	13 000 000
Remboursement de la dette à long terme	24	( 9 556 385 )	( 10 412 005 )
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	103 983	10 509
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(3 015 402)	2 598 504
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
	30	(1 600 155)	6 729 928
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	10 847 100	4 117 172
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	10 847 100	4 117 172
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>			
	34	9 246 945	10 847 100

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sorel-Tracy (ci-après « la Ville ») est constituée en vertu du décret no 130-2000 du gouvernement du Québec, daté du 15 mars 2000. Elle est régie par la *Loi sur les cités et villes*.

### 2. Principales méthodes comptables

#### Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 11 et 12 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 13 et 18.

#### A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe.

##### a) Périmètre comptable

S.O.

##### b) Partenariats

La Ville participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées :

Régie d'assainissement des eaux Richelieu/Saint-Laurent (ci-après la « Régie d'assainissement »)	91 %
Régie intermunicipale de l'eau Tracy, Sain-Joseph, Saint-Roch (ci-après la « Régie intermunicipale »)	77,1 %

#### B) Comptabilité d'exercice

##### Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

#### C) Actifs

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**a) Actifs financiers**

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

**Placements de portefeuille**

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

**b) Actifs non financiers**

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**Immobilisations**

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

	<u>Période</u>
Infrastructures	de 3 à 40 ans
Bâtiments	de 20 à 40 ans
Véhicules	de 5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	de 5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	de 10 à 40 ans
Autres	10 ans

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Stocks de fournitures**

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks de pièces et carburants est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût des stocks de produits chimiques et de fournitures diverses est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

**D) Passifs****Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

**Provision pour contestations d'évaluation**

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des constatations foncières et à des constatations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

**Passifs au titre d'assainissement des sites contaminés**

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées au passif au poste Assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

**E) Revenus***Constatation des revenus*

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de loyers sont constatés selon la méthode linéaire sur la durée des contrats de location.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

### F) Avantages sociaux futurs

#### Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville et la Régie intermunicipale est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Ville sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

#### Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode pour le régime de retraite capitalisé, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2019 selon la méthode suivante : valeur lissée sur trois ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes :

i) Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

ii) Avantages sociaux futurs :

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

iii) Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**H) Instruments financiers**

S.O.

**I) Autres éléments**

S.O.

**3. Modification de méthodes comptables**

Voir la note 22

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>4. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 9 246 945	10 847 100
Découvert bancaire	2 ( ) ( )	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>8 9 246 945</b>	<b>10 847 100</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10 4 679 000	9 697 624
<b>Note</b>		
<b>5. Débiteurs</b>		
Taxes municipales	11 2 475 730	2 264 921
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12 29 679	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 8 006 826	7 933 297
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 1 853 686	4 400 997
Organismes municipaux	15 96 964	15 960
Autres		
- Avances diverses	16 28 042	17 697
- Constats, mutations et divers	17 2 553 594	2 585 954
	18 15 044 521	17 218 826
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 5 844 748	6 172 359
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 5 844 748	6 172 359
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 906 861	961 345
<b>Note</b>		
Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1,25 % à 3,47 % et viennent à échéance au plus tard en mars 2037.		
<b>6. Prêts</b>		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Note**

---

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
<b>7. Placements de portefeuille</b>			
Placements à titre d'investissement	30	267 930	206 681
Autres placements	31	1 620 274	1 153 146
	32	1 888 204	1 359 827
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

**Note**

Les placements à titre d'investissement, détenus par la Ville, sont composés d'un fonds de garantie de franchise collective.

Les autres placements de portefeuille, détenus par la Régie d'assainissement, sont composés de dépôts à terme portant intérêt à des taux variant de 1,1 % à 2,7 % (1,1 % à 2,65 % au 31 décembre 2018) et échéant à différentes dates jusqu'en juin 2024.

**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	707 037	1 544 568
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(1 356 509)	(1 304 791)
	37	<u>(649 472)</u>	<u>239 777</u>

**Charge de l'exercice**

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	2 350 431	2 101 834
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	85 218	87 169
Régimes à cotisations déterminées	40	38 054	41 034
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	90 935	92 773
	43	<u>2 564 638</u>	<u>2 322 810</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note****9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

**10. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une marge de crédit de 7 500 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel moins 0,25 % (3,7 % aux 31 décembre 2019 et 2018).

La Régie intermunicipale bénéficie d'une marge de crédit de 300 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (3,95 %) et renouvelable annuellement.

**11. Crédoiteurs et charges à payer**

Fournisseurs	47	3 230 113	4 192 440
Salaires et avantages sociaux	48	2 248 833	2 094 050
Dépôts et retenues de garantie	49	809 073	941 316
Provision pour contestations d'évaluation	50		532
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52	52 876	879 814
Autres			
- Gouvernement du Qc. et autres	53	200 312	165 176
- Intérêts courus dette LT	54	288 420	301 188
- Provisions diverses	55	150 815	75 637
- Organismes municipaux	56	112 891	103 212
- Autres	57	204 419	205 051
	58	7 297 752	8 958 416

**Note****12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	257 306	191 138
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Compensation milieux humides	68	48 300	48 300
- Transferts	69	160 030	36 193
- Revenus perçus d'avance	70	94 567	73 509
-	71		
	72	560 203	349 140

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

					<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>13. Dette à long terme</b>						
	<b>Taux d'intérêt</b>		<b>Échéance</b>			
	<b>de</b>	<b>à</b>	<b>de</b>	<b>à</b>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,40	3,40	2020	2024	73	56 869 585
Obligations et billets en monnaies étrangères					74	
Gains (pertes) de change reportés					75	
					76	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77	
Organismes municipaux					78	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79	601
Autres	2,00	2,00	2020	2032	80	2 287 855
					81	59 157 440
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	( 354 068 ) ( 458 051 )
					83	58 803 372
						61 818 774

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<b>Obligations et billets</b>		<b>Autres dettes à long terme</b>		<b>Total 2019</b>			
	<b>Avec fonds d'amortissement</b>	<b>Sans fonds d'amortissement</b>	<b>Location-acquisition</b>	<b>Autres</b>				
2020	84	92	13 063 259	100	109	175 989	117	13 239 248
2021	85	93	13 548 644	101	110	175 989	118	13 724 633
2022	86	94	11 799 261	102	111	175 989	119	11 975 250
2023	87	95	10 735 421	103	112	175 989	120	10 911 410
2024	88	96	4 243 000	104	113	175 989	121	4 418 989
2025 et +	89	97	3 480 000	105	114	1 407 910	122	4 887 910
	90	98	56 869 585	106	115	2 287 855	123	59 157 440
Intérêts et frais accessoires				107	( )		124	( )
	91	99	56 869 585	108	116	2 287 855	125	59 157 440

**Note**

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(41 131 129)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	( ) ( )
Autres	128	( ) ( )
	129	(41 131 129)
		(41 460 800)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	130	37 231 442	158	1 690 588	185	233 295	212	38 688 735
Eaux usées	131	30 938 033	159	2 435 800	186		213	33 373 833
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	71 209 710	160	6 816 402	187	432 715	214	77 593 397
Autres	133	12 166 612	161	390 126	188	16 845	215	12 539 893
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	65 842 777	163	1 300 582	190		217	67 143 359
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	7 316 179	165	1 001 282	192	446 843	219	7 870 618
Ameublement et équipement de bureau	138	2 881 719	166	253 186	193	333 696	220	2 801 209
Machinerie, outillage et équipement divers	139	8 552 755	167	690 107	194	463 742	221	8 779 120
Terrains	140	10 884 510	168	46 509	195		222	10 931 019
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>247 023 737</u>	170	<u>14 624 582</u>	197	<u>1 927 136</u>	224	<u>259 721 183</u>
Immobilisations en cours	143	<u>5 954 023</u>	171	<u>(1 799 331)</u>	198		225	<u>4 154 692</u>
	144	<u>252 977 760</u>	172	<u>12 825 251</u>	199	<u>1 927 136</u>	226	<u>263 875 875</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	145	16 391 956	173	929 867	200	233 295	227	17 088 528
Eaux usées	146	13 625 084	174	799 447	201		228	14 424 531
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	27 248 182	175	2 511 671	202	432 715	229	29 327 138
Autres	148	5 073 564	176	579 175	203	16 845	230	5 635 894
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	24 442 692	178	1 419 716	205		232	25 862 408
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	3 674 928	180	457 520	207	418 726	234	3 713 722
Ameublement et équipement de bureau	153	1 758 094	181	350 003	208	333 696	235	1 774 401
Machinerie, outillage et équipement divers	154	4 415 337	182	622 356	209	460 726	236	4 576 967
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>96 629 837</u>	184	<u>7 669 755</u>	211	<u>1 896 003</u>	238	<u>102 403 589</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	157	<u>156 347 923</u>					239	<u>161 472 286</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240	262 869	243		245	6 135	247	256 734
Amortissement cumulé	241	( 78 926 )	244	( )	246	( 2 454 )	248	( 76 472 )
Valeur comptable nette	242	<u>183 943</u>					249	<u>180 262</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	250	31 742	31 742
Immeubles industriels municipaux	251	4 027 914	4 027 914
Autres	252	854 824	854 824
	253	4 914 480	4 914 480
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	4 914 480	4 914 480

**Note****17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance			
- Assurances et autres	256	225 382	266 496
-	257		
-	258		
Autres			
- Avances salaires	259	107 762	121 982
- Assurances groupes	260	539	313 328
	261	333 683	701 806

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**18. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, d'après des contrats de déneigement et autres engagements échéant jusqu'en 2024, à verser une somme totale de 9 870 409 \$ durant cette période. Les versements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 6 510 512 \$ en 2020, 2 576 972 \$ en 2021, 269 597 \$ en 2022, 261 382 \$ en 2023 et 251 946 \$ en 2024.

La Régie d'assainissement s'est engagée, d'après un contrat relatif à la fourniture de services professionnels de gestion de l'exploitation des ouvrages d'épuration des eaux échéant en 2025, à verser une somme totale de 2 318 187 \$.

De plus, la Régie d'assainissement s'est engagée, en vertu de contrats relatifs à la fourniture de services administratifs et autres échéant à différentes dates jusqu'en 2024, à verser des honoraires totalisant 26 237 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 5 987 \$ en 2020, à 4 875 \$ en 2021, à 5 000 \$ en 2022, à 5 125 \$ en 2023 et à 5 250 \$ en 2024. Au 31 décembre 2019, la portion attribuable à la Ville s'établit à 91 % et devrait être sensiblement le même pourcentage pour le prochain exercice.

La Régie intermunicipale s'est engagée, en vertu de divers contrats de services techniques et professionnels, d'acquisition et de réparation de divers équipements, échéant à différentes dates jusqu'en 2024, à verser une somme totale de 51 165 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 29 692 \$ en 2020, à 6 098 \$ en 2021, à 5 000 \$ en 2022, à 5 125 \$ en 2023 et à 5 250 \$ en 2024. Au 31 décembre 2019, la portion attribuable à la Ville s'établit à 77,1 % et devrait être sensiblement le même pourcentage pour le prochain exercice.

**Office municipal d'habitation de la Ville**

L'Office municipal d'habitation de Sorel-Tracy, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % au déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

**19. Droits contractuels**

Divers tiers et organismes se sont engagés en vertu de multiples ententes, baux et contrats à verser à la Ville une somme totale de 11 783 827 \$ au cours des prochaines années.

Droits contractuels au 31 décembre 2019  
(en milliers de dollars)

	2020	2021	2022	2023	2024 et+	Total
Ententes/Baux	2 308	2 161	2 111	934	2 288	9 802
Transferts	227	211	195	179	1 170	1 982

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**20. Passifs éventuels**

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

**a) Cautionnements et garanties**

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018
Festival de la gibelotte	125 000	95 000	110 000
SDEST	3 200 000	2 655 408	2 934 889
Azimut Diffusion Inc.	6 280 200	4 930 631	5 114 215
Marina de Saurel Inc.	2 200 000	1 425 956	1 475 093
RIRERST	4 255 000	4 109 249	4 109 249
	262	16 060 200	13 216 244
		13 216 244	13 743 446

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Pierre-De Saurel. Au 31 décembre 2019, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 8 193 195 \$.

**b) Auto-assurance**

S.O.

**c) Poursuites**

S.O.

**d) Autres**

S.O.

**21. Actifs éventuels**

S.O.

**22. Redressement aux exercices antérieurs**

Certains aspects de la norme SP-3410 - Paiement de transferts, notamment les questions reliées à la notion d'autorisation des transferts, font actuellement l'objet d'interprétation diverses au sein de la profession comptable, plus particulièrement dans le cas des transferts pluriannuels versés par le gouvernement du Québec.

Dans les états financiers des exercices antérieures, la Ville a appliqué la note d'information émise le 6 novembre 2013 par le MAMH et a constaté les revenus de transferts et les transferts à recevoir dans le cas des transferts pluriannuels seulement lorsque les crédits sont votés par l'assemblée nationale.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

En 2019, la Ville a redressé ses états financiers en matière de comptabilisation des versements pluriannuels à recevoir du gouvernement du Québec afin de constater les revenus de transferts à recevoir dès que les conditions du programme d'aide aux immobilisations sont remplies. Ce redressement a entraîné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, les ajustements suivants :

	\$
	Augmentation (diminution)
<b>État consolidé de la situation financière</b>	
Débiteurs - Gouvernement du Québec et ses entreprises	6 500 725
Dette nette	(6 500 725)
Excédent accumulé	6 500 725
<b>État consolidé des résultats</b>	
Revenus - Transferts	3 687 495
Excédent de l'exercice	3 687 495
Excédent accumulé au début de l'exercice	2 813 230
Excédent accumulé au début de l'exercice	6 500 725

### 23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par la Ville et des budgets adoptés par les partenariats, après l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville est également présentée dans les informations sectorielles.

### 24. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**25. Passif au titre de l'assainissement des sites contaminés**

La municipalité comptabilise un passif relatif aux coûts liés à la réhabilitation des sites contaminés dont elle a la responsabilité ou dont il est probable qu'elle aura la responsabilité, dans la mesure où ces coûts peuvent être estimés.

---

**26. Fonds de roulement**

La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 9 000 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

---

**27. Événements postérieurs à la date de l'état consolidé de la situation financière**

Après la fin de l'exercice, l'éclosion d'une nouvelle souche de coronavirus (COVID-19) a entraîné une crise sanitaire mondiale majeure qui continue d'avoir des incidences sur l'économie globale et sur les marchés financiers à la date de mise au point définitive des états financiers.

Ces événements sont susceptibles d'entraîner des modifications importantes de l'actif ou du passif au cours du prochain exercice ou d'avoir des répercussions importantes sur les activités futures. La Ville a pris et continuera à prendre des mesures à la suite de ces événements afin de minimiser les répercussions. Cependant, il est impossible de déterminer toutes les incidences financières de ces événements pour le moment.

---

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations 2018		Budget 2019	Réalizations 2019		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale Redressé note 22	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	45 102 516	45 680 315	46 326 274			46 326 159
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 826 062	4 944 965	4 961 420			4 960 995
Quotes-parts	3					1 947 297	979
Transferts	4	897 763	782 320	905 055		7 021	912 076
Services rendus	5	5 628 526	5 411 610	5 683 883			5 580 715
Imposition de droits	6	1 926 407	985 760	1 901 096			1 901 096
Amendes et pénalités	7	1 051 892	970 200	1 236 187			1 236 187
Revenus de placements de portefeuille	8	109 282	85 000	286 155			286 155
Autres revenus d'intérêts	9	136 918	130 000	125 982		27 616	153 598
Autres revenus	10	1 781 236	409 830	410 166		2 521	412 687
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	61 460 602	59 400 000	61 836 218		1 984 455	61 770 647
<b>Investissement</b>							
Taxes	13	1 353 991	1 350 000	1 283 278			1 283 278
Quotes-parts	14						
Transferts	15	10 184 678		2 169 205			2 169 205
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	432 929		987 512			987 512
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	11 971 598	1 350 000	4 439 995			4 439 995
	21	73 432 200	60 750 000	66 276 213		1 984 455	66 210 642
<b>Charges</b>							
Administration générale	22	7 114 576	7 466 770	6 710 173	285 111		6 995 284
Sécurité publique	23	10 493 704	10 914 880	11 621 875	520 328		12 142 203
Transport	24	8 446 641	8 596 620	9 620 423	2 697 326		12 317 749
Hygiène du milieu	25	8 716 920	9 021 460	8 851 443	1 887 855	1 955 599	10 644 871
Santé et bien-être	26	113 581	443 400	(233 331)	43		(233 288)
Aménagement, urbanisme et développement	27	2 537 370	1 993 860	1 931 206	82 036		2 013 242
Loisirs et culture	28	13 387 774	13 542 690	13 749 774	1 936 277		15 686 051
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	1 492 282	1 601 130	1 536 866		8 498	1 545 364
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	7 087 902	7 200 000	7 408 976	( 7 408 976 )		
	33	59 390 750	60 780 810	61 197 405		1 964 097	61 111 476
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	34	14 041 450	(30 810)	5 078 808		20 358	5 099 166

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019	Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale Redressé note 22	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	14 041 450	(30 810)	5 078 808	5 099 166
Moins: revenus d'investissement	2	( 11 971 598 )	( 1 350 000 )	( 4 439 995 )	( 4 439 995 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	2 069 852	(1 380 810)	638 813	659 171
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
<b>Immobilisations</b>					
Amortissement	4	7 087 902	7 200 000	7 408 976	7 669 755
Produit de cession	5	43 658	20 000	47 549	47 549
(Gain) perte sur cession	6	(41 057)		(16 416)	(16 416)
Réduction de valeur / Reclassement	7				
	8	7 090 503	7 220 000	7 440 109	7 700 888
<b>Propriétés destinées à la revente</b>					
Coût des propriétés vendues	9	635 574			
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11	635 574			
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>					
Remboursement ou produit de cession	12	58 314			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	74 009	60 000	57 998	57 998
	15	132 323	60 000	57 998	57 998
<b>Financement</b>					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				
Remboursement de la dette à long terme	17	( 4 462 909 )	( 4 844 990 )	( 4 537 979 )	( 4 549 774 )
	18	(4 462 909)	(4 844 990)	(4 537 979)	(4 549 774)
<b>Affectations</b>					
Activités d'investissement	19	( 905 481 )	( 1 158 000 )	( 859 238 )	( 901 210 )
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	289 211		162 715	169 496
Excédent de fonctionnement affecté	21		1 950 000	335 896	335 896
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 334 831)	(1 535 000)	(1 496 485)	(1 496 485)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(311 200)	(311 200)	(311 200)	(311 200)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	(2 262 301)	(1 054 200)	(2 168 312)	(2 203 503)
	26	1 133 190	1 380 810	791 816	1 005 609
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	3 203 042		1 430 629	1 664 780

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations 2018		Réalizations 2019		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale Redressé note 22	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats		
<b>Revenus d'investissement</b>	1	11 971 598	4 439 995			4 439 995
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations</b>						
Acquisition						
Administration générale	2	( 276 584 )	( 401 400 )	( )	( )	( 401 400 )
Sécurité publique	3	( 273 030 )	( 1 002 767 )	( )	( )	( 1 002 767 )
Transport	4	( 5 301 989 )	( 6 536 769 )	( )	( )	( 6 536 769 )
Hygiène du milieu	5	( 3 000 220 )	( 2 344 924 )	( 74 346 )	( )	( 2 419 270 )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( 2 148 014 )	( 285 276 )	( )	( )	( 285 276 )
Loisirs et culture	8	( 2 226 198 )	( 2 179 769 )	( )	( )	( 2 179 769 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )	( )
	10	( 13 226 035 )	( 12 750 905 )	( 74 346 )	( )	( 12 825 251 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Acquisition	11	( )	( )	( )	( )	( )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>						
Émission ou acquisition	12	( 120 479 )	( 119 247 )	( )	( )	( 119 247 )
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	3 302 376	1 758 000			1 758 000
<b>Affectations</b>						
Activités de fonctionnement	14	905 481	859 238	41 972		901 210
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	1 275 822	515 700			515 700
Excédent de fonctionnement affecté	16	907 497	1 765 781	32 374		1 798 155
Réserves financières et fonds réservés	17	1 788 489	1 932 304			1 932 304
	18	4 877 289	5 073 023	74 346		5 147 369
	19	(5 166 849)	(6 039 129)			(6 039 129)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>						
	20	6 804 749	(1 599 134)			(1 599 134)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		<b>2018</b>	<b>Administration</b>	<b>2019</b>	<b>Total</b>
		<b>Administration</b>	<b>municipale</b>	<b>Organismes</b>	<b>Total</b>
		Redressé note 22	municipale	contrôlés et	consolidé <sup>1</sup>
				partenariats	
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	9 993 877	8 652 938	594 007	9 246 945
Débiteurs (note 5)	2	17 157 329	14 983 956	60 565	15 044 521
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	206 681	267 930	1 620 274	1 888 204
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	239 777			
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	27 597 664	23 904 824	2 274 846	26 179 670
<b>PASSIFS</b>					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	8 796 203	7 144 224	153 528	7 297 752
Revenus reportés (note 12)	12	349 140	549 009	11 194	560 203
Dette à long terme (note 13)	13	61 589 972	58 585 432	217 940	58 803 372
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		649 472		649 472
	15	70 735 315	66 928 137	382 662	67 310 799
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	(43 137 651)	(43 023 313)	1 892 184	(41 131 129)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations (note 15)	17	151 726 055	157 036 851	4 435 435	161 472 286
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	4 914 480	4 914 480		4 914 480
Stocks de fournitures	19	412 933	428 035	22 786	450 821
Autres actifs non financiers (note 17)	20	679 351	317 923	15 760	333 683
	21	157 732 819	162 697 289	4 473 981	167 171 270
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	3 410 758	1 931 164	480 260	2 411 424
Excédent de fonctionnement affecté	23	4 110 855	3 768 078	1 672 055	5 440 133
Réserves financières et fonds réservés	24	1 180 962	1 304 110		1 304 110
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	( 1 887 148 )	( 1 218 419 )		( 1 218 419 )
Financement des investissements en cours	26	6 011 343	4 325 733		4 325 733
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	101 768 398	109 563 310	4 213 850	113 777 160
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	114 595 168	119 673 976	6 366 165	126 040 141

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019	Réalizations 2019	Réalizations 2018
<b>Rémunération</b>	1	18 092 740	17 752 476	18 161 706	17 645 241
<b>Charges sociales</b>	2	4 928 385	5 083 024	5 188 145	4 806 775
<b>Biens et services</b>					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4	1 518 500	1 518 497	1 518 497	
Autres services	5				
Autres biens et services	6	17 470 870	17 968 407	19 045 058	19 833 590
<b>Frais de financement</b>					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	1 549 130	1 333 313	1 341 811	1 265 375
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9		146 053	146 053	184 185
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	52 000	57 500	57 500	50 110
<b>Contributions à des organismes</b>					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	7 883 740	8 258 457	6 312 139	5 929 214
Transferts	13	1 422 670	1 299 775	1 299 775	
Autres	14				
Autres organismes					
Transferts	15				1 300 108
Autres	16				
<b>Amortissement des immobilisations</b>	17	7 200 000	7 408 976	7 669 755	7 345 711
<b>Autres</b>					
- Créances douteuses, réclamation	18	662 775	370 927	371 037	1 016 883
-	19				
-	20				
	21	60 780 810	61 197 405	61 111 476	59 377 192

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

**RÉSULTATS**

**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>10</b>

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 (                    ) (                    )
	16
	17

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	<b>22</b>

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE  
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

**RÉSULTATS**

**Revenus**

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
	3

**Charges**

Frais de gestion	
Salaires	4
Créances douteuses	5
Autres frais de gestion	6
	7

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	8
-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
	14
	15

**Excédent (déficit) de l'exercice**

16

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	17
Placements de portefeuille	18
Débiteurs	19
Provision pour créances douteuses	20 (                    ) (                    )
	21
Autres	22
	23

**Passifs**

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24
Créditeurs et charges à payer	25
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	26
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27
Autres	28
Autres	29
	30
<b>Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire</b>	31

**Note sur les autres actifs**

**Note sur les créditeurs et charges à payer**

**Note sur les autres revenus reportés**

**Note sur les autres passifs**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 411 424	3 815 357
Excédent de fonctionnement affecté	2	5 440 133	5 663 575
Réserves financières et fonds réservés	3	1 304 110	1 180 962
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( 1 218 419 )	( 1 887 148 )
Financement des investissements en cours	5	4 325 733	6 011 343
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	113 777 160	106 156 886
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	126 040 141	120 940 975
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	1 931 164	3 410 758
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10	480 260	404 599
	11	2 411 424	3 815 357
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
- Activités d'investissement	12	1 373 643	2 130 355
- Budget 2020	13	2 144 435	1 730 500
- Héberge le Grand Héron	14	250 000	250 000
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	3 768 078	4 110 855
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>			
- Activités d'investissement	22	102 305	164 970
- Réserve de boues	23	1 569 750	1 387 750
-	24		
	25	1 672 055	1 552 720
	26	5 440 133	5 663 575
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Réserves financières - Administration municipale			
- 375e anniversaire Sorel-Tracy	27	222 524	454 941
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	222 524	454 941
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
<b>Fonds réservés</b>			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	1 027 654	672 089
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	53 932	53 932
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	1 081 586	726 021
	48	1 304 110	1 180 962

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ( ) ( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ( ) ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ( ) ( )	( )
Autres	52 ( 782 800 ) ( )	( 1 094 000 )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ( ) ( )	( )
	54 ( 782 800 ) ( )	( 1 094 000 )
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ( ) ( )	( )
Assainissement des sites contaminés	56 ( ) ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ( ) ( )	( )
Autres	58 ( ) ( )	( )
-	59 ( ) ( )	( )
	60 ( 782 800 ) ( )	( 1 094 000 )
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ( ) ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62 ( 463 ) ( )	( 880 )
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ( ) ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64 ( ) ( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65 ( ) ( )	( )
Autres	66 ( ) ( )	( )
-	67 ( ) ( )	( )
	68 ( 463 ) ( )	( 880 )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ( ) ( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ( ) ( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ( ) ( )	( )
Autres		
- Régime de retraite déficit	72 ( 218 500 ) ( )	( 564 100 )
- Programme Revi-Sols	73 ( 216 656 ) ( )	( 228 168 )
	74 ( 435 156 ) ( )	( 792 268 )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	( )
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	( )
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	( )
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	( )
Autres	79	( )
-	80	( )
	81 ( 1 218 419 ) ( )	( 1 887 148 )

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>			
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Financement non utilisé	82	5 011 374	6 011 343
Investissements à financer	83 (	685 641 ) (	)
	84	4 325 733	6 011 343
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	161 472 286	156 347 923
Propriétés destinées à la revente	86	4 914 480	4 914 480
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	267 930	206 681
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	166 654 696	161 469 084
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	166 654 696	161 469 084
Éléments de passif correspondant			
Dettes à long terme	93 (	58 803 372 ) (	61 818 774 )
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	354 068 ) (	458 051 )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	5 844 748	6 172 359
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	435 156	792 268
	98 (	52 877 536 ) (	55 312 198 )
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (	)	)
	100 (	52 877 536 ) (	55 312 198 )
	101	113 777 160	106 156 886

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u>1</u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

Avant de tenir compte de modifications qui ont été apportées au régime en date du 1er juillet 2017, les employés de la Ville participaient à l'un des deux régimes de retraite offerts. Tous les employés de l'ex-Sorel et les nouveaux employés engagés depuis le 1er janvier 2002 participent au Régime de retraite pour les employés municipaux de la Ville de Sorel-Tracy (« Régime Sorel »), alors que les employés de l'ex-Tracy ont eu la possibilité d'adhérer ou non (à des dates différentes selon les groupes) au Régime Sorel pour leur service futur, alors que leur service passé est maintenu dans le Régime de retraite des officiers et employés de la Ville de Tracy (« Régime Tracy »). En 2009, une demande de fusion des deux régimes a été transmise aux autorités gouvernementales et elle a été acceptée en 2010. Cette fusion n'a pas d'impact sur les prestations payables aux participants, puisque leurs droits continuent de s'accumuler selon la formule du Régime Sorel ou du Régime Tracy, selon le cas. Les deux régimes, tels que décrits ci-après, sont donc considérés comme ne formant qu'un seul régime à compter de l'année 2009.

Formule du Régime Sorel

Pour le service crédité avant le 1er janvier 2001, la rente annuelle est égale à 2 % du salaire de l'année 2000 par année de service créditée à cette date. Pour le service crédité à compter du 1er janvier 2001, la rente créditée annuellement au régime est de 2 % du salaire de l'année (à l'exception des cadres et des cols blancs pour qui, depuis le 1er janvier 2008, la rente totale est égale à 2 % de la moyenne des trois (cinq pour les cols blancs) meilleurs salaires pour toutes les années de service crédité). Certains participants cols bleus ont eu droit à une revalorisation de leur rente accumulée au 31 décembre 2012 en fonction de leur salaire de l'année 2012. Pour les pompiers, le régime a été modifié en 2011 pour le service à compter du 1er janvier 2011 seulement, et prévoit une rente égale à 2 % de la moyenne des cinq meilleurs salaires, à laquelle s'ajoute une rente de raccordement de 0,5 % de la moyenne des cinq meilleurs salaires. Les participants financent une partie du coût annuel du régime, soit 7 % de leur salaire annuel (à l'exception des cadres qui cotisent 8,3 % de leur salaire annuel, des cols blancs qui cotisent 8,55 % de leur salaire et, depuis le 1er janvier 2011, des pompiers qui cotisent 8,5 % de leur salaire). La balance du coût est assumée par la Ville. La date de retraite normale est à 65 ans. Règle générale, la retraite peut être prise sans réduction en tout temps à compter du 60e anniversaire du participant ou lorsque la somme de son âge et de ses années de service totalise 80 s'il a alors au moins 58 ans. Cette règle s'applique également aux pompiers pour leur service crédité depuis le 1er janvier 2011. La forme normale de rente est une rente garantie cinq ans. Pour avoir droit à cette rente, le conjoint du participant doit au préalable avoir renoncé à une rente sur base d'équivalence actuarielle prévoyant une réversion à 60 % au conjoint.

Formule du Régime Tracy

Pour le service crédité avant le 1er janvier 2001, la rente annuelle par année de service crédité à cette date est égale à 1,4 % du taux de salaire au 1er janvier 2001 jusqu'à concurrence du Maximum des gains admissibles (MGA) de 2000, plus 2 % de l'excédent. Pour le service crédité à compter du 1er janvier 2001, la rente créditée annuellement au régime est de 1,4 % du salaire de l'année jusqu'à concurrence du MGA de l'année en cause, plus 2 % de l'excédent (à l'exception des cadres et des cols blancs pour qui, depuis le 1er janvier 2008, la rente totale est égale à 1,4 % de la moyenne des trois (cinq pour les cols blancs) meilleurs salaires jusqu'à concurrence du Maximum des gains admissibles (MGA), plus 2 % de l'excédent pour toutes les années de service crédité). Les participants financent une partie du coût annuel du régime, soit 3,5 % de leur salaire annuel jusqu'à concurrence du Maximum des gains admissibles de l'année, plus 5 % de l'excédent (à l'exception des cadres qui cotisent 4,8 % de leur salaire annuel jusqu'à concurrence du Maximum des gains admissibles de l'année, plus 6,3 % de l'excédent).

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

La balance du coût est assumée par la Ville. La date de retraite normale est à 65 ans. La rente est payable sans réduction à partir de 60 ans lorsque la somme de l'âge et du service crédité totalise 90. La forme normale de rente est une rente garantie dix ans. Pour avoir droit à cette rente, le conjoint du participant doit au préalable avoir renoncé à une rente sur base d'équivalence actuarielle prévoyant une réversion à 60 % au conjoint.

Des modifications ont été apportées au régime en date du 1er juillet 2017, découlant la Loi RRSB et de l'entente intervenue le 27 juin 2017 entre la Ville et les différents groupes d'employés, et ces modifications se résument ainsi :

Les modifications suivantes affectent les participants actifs (aucune modification pour les participants retraités) :

Volet 1 - Services antérieurs au 1er janvier 2014 :

- Abolition au 1er janvier 2014 de la prestation additionnelle.

Volet 2 - Services postérieurs au 31 décembre 2013 :

- Abolition au 1er janvier 2014 de la prestation additionnelle;

- À compter du 2 juillet 2017, la cotisation d'exercice est versée à parts égales par l'employeur et les participants actifs :

\* La cotisation est déterminée séparément pour le groupe des pompiers et pour le groupe des cols bleus, cols blancs et cadres;

- À compter du 2 juillet 2017, une cotisation de stabilisation égale à 10 % de la cotisation d'exercice établie avec marge pour écarts défavorables est versée à parts égales par l'employeur et les participants actifs;

- À ces cotisations d'exercice et de stabilisation s'ajoute la cotisation requise pour financer 50 % des cotisations d'équilibre du volet 2, le cas échéant.

- Pour les cols bleus, les cols blancs et les cadres, les modifications suivantes sont applicables pour les années de service crédité à compter du 1er janvier 2014 :

\* La formule de la rente viagère est de 2,0 % du salaire de l'année, indexé annuellement;

\* L'indexation annuelle de la rente viagère créditée avant la retraite est en fonction du salaire industriel moyen (SIM), maximum 3 % (sujette aux limites fiscales applicables), à l'exception de la rente créditée pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2016 pour les employés membres du syndicat des cols bleus dont l'indexation annuelle est en fonction du salaire industriel moyen (SIM), maximum 0,4 % (sujette aux limites fiscales applicables);

\* En cas de cessation d'emploi au cours d'année, l'indexation annuelle de la rente créditée est calculée au prorata de la période créditée dans l'année de cessation;

\* Les participants actifs au 1er janvier 2017 qui avaient conservé les prestations sous la formule Tracy bénéficieront à compter de cette date (pour leur service à compter de cette date) des dispositions communes aux autres employés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 1 544 568	1 827 224
Charge de l'exercice	4 ( 2 350 431 )	( 2 101 834 )
Cotisations versées par l'employeur	5 1 512 900	1 819 178
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>707 037</u>	<u>1 544 568</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 73 820 300	72 022 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( <u>74 217 000</u> )	( <u>72 447 700</u> )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (396 700)	(425 700)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>1 103 737</u>	<u>1 970 268</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 707 037	1 544 568
Provision pour moins-value	12 ( <u>707 037</u> )	( <u>1 544 568</u> )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>707 037</u>	<u>1 544 568</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( <u>396 700</u> )	( <u>425 700</u> )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( <u>396 700</u> )	( <u>425 700</u> )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 3 219 400	3 071 500
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 <u>3 219 400</u>	<u>3 071 500</u>
Cotisations salariales des employés	21 ( 1 474 300 )	( 1 558 137 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ( <u>49 400</u> )	( <u>53 322</u> )
	23 1 695 700	1 460 041
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 637 231	631 993
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
-	31 <u>2 332 931</u>	<u>2 092 034</u>
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>3 813 300</u>	<u>3 811 200</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 ( <u>3 795 800</u> )	( <u>3 801 400</u> )
Rendement espéré des actifs	34 <u>17 500</u>	<u>9 800</u>
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>2 350 431</u>	<u>2 101 834</u>
Charge de l'exercice		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 2 696 600	2 936 070
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 ( 3 795 800 )	( 3 801 400 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (1 099 200)	(865 330)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 1 328 500	672 743
Prestations versées au cours de l'exercice	40 3 934 900	3 490 181
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 73 330 100	67 815 900
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 396 700	425 700
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 431 000	2 876 200
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 10	10
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,10 %	5,28 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,27 %	5,46 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,98 %	2,98 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,24 %	2,24 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	1

**Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements**

En plus des prestations de retraite, les employés ont les avantages suivants :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offertes aux retraités.

La dernière évaluation de comptabilisation des coûts et obligations, relative aux avantages ci-dessus, a été effectuée au 31 décembre 2018.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (1 304 791)	(1 262 788)
Charge de l'exercice	56 ( 85 218 )	( 87 169 )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 33 500	45 166
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 <u>(1 356 509)</u>	<u>(1 304 791)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ( 1 050 800 )	( 1 472 300 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (1 050 800)	(1 472 300)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (305 709)	167 509
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (1 356 509)	(1 304 791)
Provision pour moins-value	64 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 <u>(1 356 509)</u>	<u>(1 304 791)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ( 1 050 800 )	( 1 472 300 )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 <u>(1 050 800)</u>	<u>(1 472 300)</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	2 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	2 000
	72	2 000
Cotisations salariales des employés	73 ( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ( 100 )	( 104 )
	75 (100)	1 896
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 45 318	45 225
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
Autres		
-	81	
-	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 <u>45 218</u>	<u>47 121</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 <u>40 000</u>	<u>40 048</u>
Rendement espéré des actifs	85 ( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 <u>40 000</u>	<u>40 048</u>
Charge de l'exercice	87 <u>85 218</u>	<u>87 169</u>
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 427 900	
Prestations versées au cours de l'exercice	92 33 600	45 270
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 14	11
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 2,75 %	2,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 6,60 %	6,80 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 5,00 %	5,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2 028	2 028
Autres hypothèses économiques		
-	104	
-	105	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

**Description des régimes et autres renseignements**

Les employés de la Régie intermunicipale participent au plan des avantages sociaux offerts par la Ville. Ce plan est à prestations déterminées. La Ville est le promoteur de ce plan des avantages sociaux. Ce régime à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Régie sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111	
Autres régimes	112	41 034
	113	41 034
	38 054	41 034

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	115	

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

	<b>2019</b>	<b>2018</b>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	11
	10	11

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	117	<u>16 700</u>	<u>16 688</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	118	56 294	56 735
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	<u>34 641</u>	<u>36 038</u>
	120	<u>90 935</u>	<u>92 773</u>

---

**Note**

---

---

## **RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS**

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>		
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	
<b>TAXES</b>	<b>2019</b>	<b>2019</b>	<b>2019</b>	<b>2018</b>	
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	32 335 220	32 481 692	32 481 692	31 798 278
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	5 511 260	5 585 477	5 585 477	5 398 137
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	479 505	484 983	484 983	557 311
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	38 325 985	38 552 152	38 552 152	37 753 726
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	2 844 400	2 850 027	2 849 912	2 865 405
Égout	11	1 953 650	1 973 007	1 973 007	1 981 895
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	2 304 650	2 319 384	2 319 384	2 223 238
Autres					
- Entretien cours d'eau	14		313 234	313 234	11 705
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	199 000	194 855	194 855	195 829
Service de la dette	18	52 630	53 842	53 842	70 504
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20		69 773	69 773	
Activités d'investissement	21	1 350 000	1 283 278	1 283 278	1 353 991
	22	8 704 330	9 057 400	9 057 285	8 702 567
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	8 704 330	9 057 400	9 057 285	8 702 567
	27	47 030 315	47 609 552	47 609 437	46 456 293

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	2 916 505	2 881 755	2 831 374
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	2 550	8 308	2 520
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	2 919 055	2 890 063	2 833 894
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	902 065	902 259	880 707
Cégeps et universités	34	203 305	203 351	198 496
Écoles primaires et secondaires	35	820 480	865 610	811 380
	36	1 925 850	1 971 220	1 890 583
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	4 844 905	4 861 283	4 724 477
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	42	94 550	94 612	96 125
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	1 260	1 275	1 260
Taxes d'affaires	44			
	45	95 810	95 887	97 385
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47	4 250	4 250	3 775
	48	4 250	4 250	3 775
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	4 944 965	4 961 420	4 825 637

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	53			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	54		416 824	
Sécurité incendie	55	3 200	9 309	3 021
Sécurité civile	56			
Autres	57			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	58 900	58 901	76 439
Enlèvement de la neige	59	90 570	91 419	63 862
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69	250 275	125 601	89 493
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71	69 740	24 680	56 026
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78	109 790	9 751	137 166
Autres	79			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82		718	718
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84	500	504	610
Promotion et développement économique	85			10 500
Autres	86			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	87	46 610	32 633	94 517
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	145 845	134 715	164 080
Autres	89	6 890		
<b>Réseau d'électricité</b>	90			
	91	782 320	905 055	695 714

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	92			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	595 112	595 112	1 991 041
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99	13 000	13 000	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	556 301	556 301	4 564 962
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110	1 004 792	1 004 792	3 559 815
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	126			63 860
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			5 000
<b>Réseau d'électricité</b>	129			
	130	2 169 205	2 169 205	10 184 678

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			209 039
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138			
	139			209 039
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	140	782 320	3 074 260	3 081 281 11 089 431

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	141	70 000	98 183	80 966
Évaluation	142			
Autres	143	103 775	348	692
	144	173 775	98 531	81 658
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146	1 184 980	1 209 436	1 267 688
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	1 184 980	1 209 436	1 267 688
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150		300	300
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153	11 515	11 593	11 365
Autres	154			
	155	11 515	11 893	11 365
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	424 510	444 217	447 807
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	424 510	444 217	447 807
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177	1 843 155	1 856 540	1 825 435
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179	274 680	276 585	271 960
	180	2 117 835	2 133 125	2 097 395
Réseau d'électricité	181			
	182	3 912 615	4 000 370	3 905 913

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	183	8 700	10 215	7 865
Évaluation	184	100	1 635	160
Autre	185	25 635	68 441	58 366
	186	34 435	80 291	66 391
Sécurité publique				
Police	187			
Sécurité incendie	188	31 770	55 778	32 323
Sécurité civile	189			
Autres	190			
	191	31 770	55 778	32 323
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192	14 240	15 567	22 621
Enlèvement de la neige	193	110 000	140 823	176 852
Autres	194	54 380	54 342	53 638
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195			
Transport adapté	196			
Transport scolaire	197			
Autres	198			
Autres	199			
	200	178 620	210 732	253 111
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201			
Réseau de distribution de l'eau potable	202	20 000	27 696	39 073
Traitement des eaux usées	203	100 000	129 936	113 276
Réseaux d'égout	204	8 000	13 820	15 015
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205	14 000	15 755	18 450
Matières recyclables	206			
Autres	207			
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209			
Autres	210			
	211	142 000	187 207	185 814
Santé et bien-être				
Logement social	212			
Sécurité du revenu	213			
Autres	214			
	215			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216	2 000	10 614	25 197
Rénovation urbaine	217			
Promotion et développement économique	218	2 325	2 896	2 902
Autres	219			
	220	4 325	13 510	28 099
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221	839 610	842 780	764 615
Activités culturelles				
Bibliothèques	222	27 935	29 137	28 693
Autres	223	240 300	264 078	262 307
	224	1 107 845	1 135 995	1 055 615
Réseau d'électricité	225			
	226	1 498 995	1 683 513	1 621 353
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	227	5 411 610	5 683 883	5 527 266

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	228	137 000	145 546	264 863
Droits de mutation immobilière	229	848 760	1 755 550	1 661 544
Droits sur les carrières et sablières	230			
Autres	231			
	232	985 760	1 901 096	1 926 407
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>				
	233	970 200	1 236 187	1 051 892
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>				
	234	85 000	286 155	109 282
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>				
	235	130 000	125 982	156 908
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		16 416	41 057
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			1 331 365
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242	5 000	987 512	359 883
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	404 830	393 750	484 350
	245	409 830	1 397 678	2 216 655
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>				
	246			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	760 840	649 479	21 827	671 306	671 306	700 186
Greffe et application de la loi	2	1 186 340	1 065 278	10 505	1 075 783	1 075 783	1 130 989
Gestion financière et administrative	3	2 011 930	1 945 191	92 734	2 037 925	2 037 925	2 143 899
Évaluation	4	514 810	506 799		506 799	506 799	495 262
Gestion du personnel	5	733 110	685 626	6 232	691 858	691 858	677 714
Autres							
- Admin. autres	6	2 259 740	1 857 800	153 813	2 011 613	2 011 613	2 246 332
-	7						
	8	7 466 770	6 710 173	285 111	6 995 284	6 995 284	7 394 382
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	9	4 334 000	4 715 788		4 715 788	4 715 788	4 176 698
Sécurité incendie	10	6 182 540	6 490 774	514 081	7 004 855	7 004 855	6 375 116
Sécurité civile	11	12 540	65 097		65 097	65 097	12 876
Autres	12	385 800	350 216	6 247	356 463	356 463	427 877
	13	10 914 880	11 621 875	520 328	12 142 203	12 142 203	10 992 567
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 381 300	2 609 082	2 434 205	5 043 287	5 043 287	4 687 088
Enlèvement de la neige	15	3 172 420	3 970 789	84 852	4 055 641	4 055 641	3 334 709
Éclairage des rues	16	518 850	521 511	96 953	618 464	618 464	602 698
Circulation et stationnement	17	439 500	446 379	75 425	521 804	521 804	461 929
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 023 170	2 019 705		2 019 705	2 019 705	1 915 447
Transport aérien	19	61 380	52 957	5 891	58 848	58 848	62 986
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	8 596 620	9 620 423	2 697 326	12 317 749	12 317 749	11 064 857

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 597 470	2 632 400	315 467	2 947 867	3 056 315	2 990 884
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 373 330	1 039 237	651 649	1 690 886	1 690 886	1 892 313
Traitement des eaux usées	25	1 003 250	1 003 224	394 679	1 397 903	1 195 028	1 284 582
Réseaux d'égout	26	1 417 510	1 167 049	454 154	1 621 203	1 621 203	1 699 274
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	2 321 780	895 800		895 800	2 338 585	858 259
Élimination	28		464 727		464 727		515 548
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29		45 476		45 476		66 238
Tri et conditionnement	30		48 257		48 257		60 072
Matières organiques							
Collecte et transport	31		408 478		408 478		387 847
Traitement	32		194 376		194 376		194 538
Matériaux secs	33		126 108		126 108		145 305
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36		155 363		155 363		(18 546)
Cours d'eau	37		382 016		382 016	382 016	73 209
Protection de l'environnement	38	308 120	288 932	71 906	360 838	360 838	347 138
Autres	39						
	40	9 021 460	8 851 443	1 887 855	10 739 298	10 644 871	10 496 661
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>							
Logement social	41	429 900	(251 179)		(251 179)	(251 179)	99 400
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	13 500	17 848	43	17 891	17 891	14 232
	44	443 400	(233 331)	43	(233 288)	(233 288)	113 632
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 170 380	1 119 878	73 117	1 192 995	1 192 995	1 164 579
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46	100 000	165 501		165 501	165 501	129 950
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	704 680	629 967	226	630 193	630 193	646 548
Tourisme	49	4 650	2 217		2 217	2 217	3 036
Autres	50						31 232
Autres	51	14 150	13 643	8 693	22 336	22 336	635 574
	52	1 993 860	1 931 206	82 036	2 013 242	2 013 242	2 610 919

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>Non audité</b>							
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	846 720	770 946	98 002	868 948	868 948	777 715
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 698 150	2 702 381	271 257	2 973 638	2 973 638	2 911 491
Piscines, plages et ports de plaisance	55	2 516 500	2 812 203	575 933	3 388 136	3 388 136	3 177 586
Parcs et terrains de jeux	56	2 041 000	2 084 709	546 348	2 631 057	2 631 057	2 570 060
Parcs régionaux	57	221 520	196 673	3 598	200 271	200 271	210 043
Expositions et foires	58	279 850	310 840	2 963	313 803	313 803	392 667
Autres	59	558 210	549 405	3 487	552 892	552 892	553 583
	60	9 161 950	9 427 157	1 501 588	10 928 745	10 928 745	10 593 145
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	1 418 990	1 412 909	125 030	1 537 939	1 537 939	1 517 994
Bibliothèques	62	1 689 780	1 651 959	114 441	1 766 400	1 766 400	1 708 524
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	648 430	669 616	118 059	787 675	787 675	716 631
Autres ressources du patrimoine	64	88 650	77 567	1 535	79 102	79 102	86 657
Autres	65	534 890	510 566	75 624	586 190	586 190	581 553
	66	4 380 740	4 322 617	434 689	4 757 306	4 757 306	4 611 359
	67	13 542 690	13 749 774	1 936 277	15 686 051	15 686 051	15 204 504
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>							
	68						
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	1 379 240	1 305 294		1 305 294	1 313 792	1 285 523
Autres frais	70	169 890	174 072		174 072	174 072	164 037
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	52 000	57 500		57 500	57 500	49 848
Autres	72						262
	73	1 601 130	1 536 866		1 536 866	1 545 364	1 499 670
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>							
	74						
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>							
	75	7 200 000	7 408 976	( 7 408 976 )			

# Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Sorel-Tracy

Code géographique : 53052

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Autres renseignements financiers consolidés non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
<b>Autres renseignements financiers non consolidés non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
<b>Questionnaire</b>	14

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		<b>Administration municipale</b>	<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
	Conduites d'eau potable	1 279 703	1 279 703	1 167 776
	Usines de traitement de l'eau potable	77 992	77 992	10 918
	Usines et bassins d'épuration		53 217	53 998
	Conduites d'égout	1 474 004	1 474 004	1 701 336
	Sites d'enfouissement et incinérateurs			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	5 425 402	5 425 402	4 357 060
	Ponts, tunnels et viaducs			
	Systèmes d'éclairage des rues	94 611	94 611	23 062
	Aires de stationnement			
	Parcs et terrains de jeux	869 047	869 047	115 130
	Autres infrastructures			83 830
	Réseau d'électricité			
	Bâtiments			
	Édifices administratifs	99 054	99 054	658 475
	Édifices communautaires et récréatifs	907 364	907 364	1 623 064
	Améliorations locatives			
	Véhicules			
	Véhicules de transport en commun			
	Autres	1 001 282	1 001 282	378 181
	Ameublement et équipement de bureau	209 527	209 527	204 662
	Machinerie, outillage et équipement divers	1 040 059	1 061 188	493 299
	Terrains	272 860	272 860	2 442 414
	Autres			
		22	12 750 905	12 825 251
				13 313 205

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
	Conduites d'eau potable	1 116 436	1 116 436	1 135 279
	Usines de traitement de l'eau potable	77 992	77 992	10 918
	Usines et bassins d'épuration		53 217	
	Conduites d'égout	1 210 265	1 210 265	1 657 664
	Autres infrastructures	6 057 707	5 897 266	4 331 712
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
	Conduites d'eau potable	163 267	163 267	32 497
	Usines de traitement de l'eau potable			
	Usines et bassins d'épuration			53 998
	Conduites d'égout	263 739	263 739	43 672
	Autres infrastructures	331 353	491 794	247 370
	Autres immobilisations	3 530 146	3 551 275	5 800 095
		34	12 750 905	12 825 251
				13 313 205

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	53 932			53 932
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 632 610		534 610	1 098 000
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	54 417 924	1 758 000	4 015 164	52 160 760
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	56 104 466	1 758 000	4 549 774	53 312 692
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	6 172 359		327 611	5 844 748
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	6 172 359		327 611	5 844 748
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	6 172 359		327 611	5 844 748
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17				
	18	6 172 359		327 611	5 844 748
	19	62 276 825	1 758 000	4 877 385	59 157 440
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	( )
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	<b>22</b>	<b>62 276 825</b>	<b>1 758 000</b>	<b>4 877 385</b>	<b>59 157 440</b>

**Note**

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité****Administration municipale**

Dettes à long terme	1	58 935 855
---------------------	---	------------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	685 641
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	53 932
--	---	--------

Débiteurs	9	5 844 748
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	3 748 445
--	----	-----------

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	49 974 371
---	----	------------

<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats</b>		
	16	221 584

Endettement net à long terme	17	50 195 955
------------------------------	----	------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	18	8 193 195
---------------------------------	----	-----------

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	58 389 150
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	58 389 150
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	7 706 883
--	----	-----------

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2019</b>	<b>Réalisations 2018</b>
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	1 012 450	987 454	1 084 923
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7		4 700	4 700
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	500 035	499 966	485 091
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11	1 946 320	1 946 318	
Matières résiduelles	12	2 321 540	2 338 585	2 209 261
Cours d'eau	13		382 015	73 209
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16			
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	319 625	315 651	317 589
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	1 555 785	1 554 200	1 528 714
Activités culturelles	23	227 985	229 568	225 727
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	7 883 740	8 258 457	5 929 214

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****Non audité**

		<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	12 750 905	13 226 035
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	12 750 905	13 226 035

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

		<b>Effectifs personnes/ année <sup>2</sup></b>	<b>Semaine normale (heures)</b>	<b>Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice</b>	<b>Rémunération</b>	<b>Charges sociales</b>	<b>Total <sup>1</sup></b>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	37,00	34,00	75 202,00	***	***	***
Professionnels	2	8,00	34,00	14 749,00	***	***	***
Cols blancs	3	75,00	34,00	133 423,00	***	***	***
Cols bleus	4	87,00	40,00	184 709,00	***	***	***
Policiers	5	0,00	0,00	0,00	***	***	***
Pompiers	6	48,00	42,00	116 109,00	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7	0,00	0,00	0,00	***	***	***
	8	255,00		524 192,00	***	***	***
Élus	9	9,00			419 920	128 252	548 172
	10	264,00			***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<b>Gouvernement du Québec</b>		<b>Gouvernement du Canada</b>	<b>ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines</b>	<b>Total</b>
		<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	125 601	162 440	393 861		681 902
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	24 680	293 399	711 393		1 029 472
Autres	16	753 900	181 773	426 339	874	1 362 886
	17	904 181	637 612	1 531 593	874	3 074 260

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

		2019	2018
<b>Administration générale</b>			
Grefe et application de la loi	1	2 087	926
Évaluation	2		
Autres	3	59 557	65 858
	4	61 644	66 784
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5	138	272
Sécurité incendie	6	206 320	216 200
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	206 458	216 472
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	435 217	432 606
Enlèvement de la neige	11	1 152	1 067
Autres	12	22 244	24 061
Transport collectif	13	1 671	1 788
Autres	14		
	15	460 284	459 522
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	24 024	25 620
Réseau de distribution de l'eau potable	17	221 170	207 276
Traitement des eaux usées	18	1 576	27
Réseaux d'égout	19	160 806	155 916
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	14 326	16 436
Autres	25		
	26	421 902	405 275
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	4 924	5 275
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	99 050	38 315
Autres	34		
	35	103 974	43 590
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	214 365	233 043
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	14 889	15 818
Autres	38	53 350	51 778
	39	282 604	300 639
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	1 536 866	1 492 282

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	<b>2019</b>		<b>2018</b>
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	(                    )
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	(                    )
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	(                    )
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

	<b>Rémunération (excluant charges sociales)</b>	<b>Allocation de dépenses</b>
Serge Péloquin (Ville de Sorel-Tracy)	98 975	16 767
Serge Péloquin (Régie de l'eau)	792	
Serge Péloquin (MRC)	11 158	
Dominique Ouellet (Ville de Sorel-Tracy)	24 305	12 152
Jocelyn Mondou (Ville de Sorel-Tracy)	24 305	12 152
Alain Maher (Ville de Sorel-Tracy)	24 305	12 152
Alain Maher (Régie de l'eau)	792	396
Patrick Péloquin (Ville de Sorel-Tracy)	24 305	12 152
Benoit Guévremont (Ville de Sorel-Tracy)	24 305	12 152
Martin Lajeunesse (Ville de Sorel-Tracy)	24 305	12 152
Olivier Picard (Ville de Sorel-Tracy)	24 305	12 152
Sylvie Labelle (Ville de Sorel-Tracy)	24 305	12 152

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	9 000 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

**Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement**

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7	\$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>	
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :			
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12	97 738 \$	
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15	460 409 \$	
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18	\$	
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21	\$	

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 <input checked="" type="checkbox"/>	23 <input type="checkbox"/>
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:		
a) du paragraphe 1 <sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28 _____	\$
b) du paragraphe 2 <sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31 _____	\$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	34 _____	\$
b) autres formes d'aide	35 _____	\$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36 _____	
Facteur comparatif de 2019	37 _____	
Valeur uniformisée	38 _____	

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 \_\_\_\_\_ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 40 \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 41 \$

b) Dépenses d'investissement 42 \$

c) Total des frais encourus admissibles 43 \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 44 \_\_\_\_\_

b) Date d'adoption de la résolution 45 \_\_\_\_\_

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

**OUI****NON**

46  47

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

48 \_\_\_\_\_ 2019-10-674

49 \_\_\_\_\_ 2019-10-07

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens		
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50 <input type="checkbox"/>	51 <input type="checkbox"/>
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52	_____
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53	_____
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>		
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54	_____
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55	_____
<i>Mesures d'encadrement</i>		
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56	_____
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :		
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57	_____
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58	_____
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :		
- la mort	59	_____
- une blessure grave	60	_____
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61	_____

# Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Sorel-Tracy

Code géographique : 53052

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière de  
Ville de Sorel-Tracy

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Sorel-Tracy (ci-après « la Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Observation - Référentiel comptable**

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état**

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

**Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.  
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850  
Granby, le 10 août 2020

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes	1	47 609 552
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>617 189</u>
<b>Ajouter</b>		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
<b>Déduire</b>		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	7 074 715
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	194 855
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>                    </u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>	10	<u>40 339 982</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

Évaluation des immeubles imposables au 1 <sup>er</sup> janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	3 002 893 750
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>3 012 913 350</u>
<b>Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b> (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>3 007 903 550</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019**  
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 

			1
--	--	--	---

 , 

3	4	1	1
---	---	---	---

 / 100 \$

# Données prévisionnelles non auditées

## pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Sorel-Tracy

Code géographique : 53052

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020</b>	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité**

**TAXES**

**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	33 664 535
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	5 280 230
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	434 290
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	39 379 055

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	2 858 750
Égout	11	1 965 205
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	2 412 450
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	200 000
Service de la dette	18	50 945
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	1 550 000
	22	9 037 350
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	9 037 350
	27	48 416 405

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité**

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

**GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	2 758 290
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	2 640
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	2 760 930

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	958 935
Cégeps et universités	7	219 800
Écoles primaires et secondaires	8	900 800
	9	2 079 535

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	4 840 465

**GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	96 520
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	1 320
Taxes d'affaires	17	
	18	97 840

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	4 840
	21	4 840

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	4 943 145

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité**

	<b>Assiette d'application imposable</b>	<b>Taux adopté</b>	<b>Revenus bruts</b>	<b>Crédits/ Dégrèvements</b>	<b>Dotation à la provision</b>	<b>Autres ajustements</b>	<b>Revenus nets</b>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 .....	X 2 .....	/100\$ 3 .....				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 2 391 418 426	X 5 0,8708	/100\$ 6 20 824 472				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 200 635 477	X 8 0,8708	/100\$ 9 1 747 136				
Immeubles non résidentiels	10 364 310 997	X 11 2,2994	/100\$ 12 8 376 965				
Immeubles industriels	13 93 627 400	X 14 2,8234	/100\$ 15 2 643 475				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 .....	/100\$ 18 .....				
Autres	19 36 682 900	X 20 1,3391	/100\$ 21 491 221				
Immeubles agricoles	22 18 286 400	X 23 0,7249	/100\$ 24 132 566				
<b>Total</b>			25 34 215 835	26 ( 351 995 )	27 ( 199 305 )	28	29 33 664 535
<b>Taxes spéciales</b>							
Service de la dette (taux unique)	30 3 104 961 600	X 31 0,1710	/100\$ 32 5 308 645				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 .....	/100\$ 35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 .....	/100\$ 38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 .....	/100\$ 41 .....				
Immeubles industriels	42 .....	X 43 .....	/100\$ 44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 .....	/100\$ 47 .....				
Autres	48 .....	X 49 .....	/100\$ 50 .....				
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 .....	/100\$ 53 .....				
<b>Total</b>			54 5 308 645	55 ( )	56 ( 28 415 )	57	58 5 280 230

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité**

	<b>Assiette d'application imposable</b>	<b>Taux adopté</b>	<b>Revenus bruts</b>	<b>Crédits/ Dégrèvements</b>	<b>Dotation à la provision</b>	<b>Autres ajustements</b>	<b>Revenus nets</b>				
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>											
<b>Taxes générales</b>											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 .....	X 2 .....	/100\$ 3 .....								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 .....	X 5 .....	/100\$ 6 .....								
Immeubles de 6 logements ou plus	7 .....	X 8 .....	/100\$ 9 .....								
Immeubles non résidentiels	10 .....	X 11 .....	/100\$ 12 .....								
Immeubles industriels	13 .....	X 14 .....	/100\$ 15 .....								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	16 .....	X 17 .....	/100\$ 18 .....								
Autres	19 .....	X 20 .....	/100\$ 21 .....								
Immeubles agricoles	22 .....	X 23 .....	/100\$ 24 .....								
<b>Total</b>			25 .....					26 ( .....	) 27 ( .....	) 28 .....	29 .....
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique)	30 .....	X 31 .....	/100\$ 32 .....								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 .....	X 34 .....	/100\$ 35 .....								
Immeubles de 6 logements ou plus	36 .....	X 37 .....	/100\$ 38 .....								
Immeubles non résidentiels	39 .....	X 40 .....	/100\$ 41 .....								
Immeubles industriels	42 .....	X 43 .....	/100\$ 44 .....								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	45 .....	X 46 .....	/100\$ 47 .....								
Autres	48 .....	X 49 .....	/100\$ 50 .....								
Immeubles agricoles	51 .....	X 52 .....	/100\$ 53 .....								
<b>Total</b>			54 .....					55 ( .....	) 56 ( .....	) 57 .....	58 .....
	<b>Valeur locative imposable</b>										
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>	59 .....	X 60 .....	% 61 .....	62 ( .....	) 63 ( .....	) 64 .....	65 .....				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

**Par unité de logement**

Eau	1	1   3   5	,	0   0	\$
Égout	2	1   0   0	,	0   0	\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,		\$
Matières résiduelles	5	1   2   5	,	0   0	\$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Taxes spéciales - secteur ex-ville Sorel	0,0237	1	
Eaux usées	20,0000	4	par chambre
Eau Sorel-Tracy	27,0000	4	par chambre
Eau et eaux usées - compteur d'eau	0,5836	5	
Eau seulement - compteur d'eau	0,3665	5	
Matières résiduelles	25,0000	4	par chambre
Service parc location - ex-ville Sorel	117,5000	4	par maison mobile
Réfection réseau routier	80,0000	4	par unité de logement
Réfection réseau routier	16,0000	4	par chambre

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité****REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	48 416 405
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>351 995</u>

**Ajouter**

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	229 888
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

**Déduire**

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	7 025 535
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	200 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>                    </u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel</b>	<b>10</b>	<b><u>41 420 758</u></b>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI  
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 3 104 961 600

**TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020**

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 

		1
--	--	---

 , 

3	3	4	0
---	---	---	---

 /100 \$

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1	8 947 538	2 761 409		551 160	2 079 655	162 873
De secteur	2	55 365	2 422		4 031	27 836	3 897
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	628 168	299 087			1 337 600	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	9 631 071	3 062 918		555 191	3 445 091	166 770

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>					
Générales	9	24 442 130			38 944 765
De secteur	10	340 739			434 290
Autres	11				
<b>Taxes sur une autre base</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	50 945			50 945
Autres	13	6 521 550			8 786 405
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	31 355 364			48 216 405

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
QUESTIONNAIRE  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	110 675 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-11-25	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

***Non audité***

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	62 797 735 \$
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	4 393 065 \$
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	1 605 615 \$
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	\$

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
<b>La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , René Chevalier , atteste que le rapport financier consolidé de Sorel-Tracy pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-08-17.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Sorel-Tracy.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Sorel-Tracy consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Sorel-Tracy détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-08-12 13:21:20

Date de transmission au Ministère :